



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 18 mars 2026

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ATILAC

ZA Les Champs Albert
Allée Eugène Rolland -
BP 31
79260 La Crèche

Références : 0007202809/MR/2026/139
Code AIOT : 0007202809

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement ATILAC implanté ALL EUGENE ROLLAND ZA CHAMPS ALBERT 79260 La Creche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre de l'action régionale produits chimiques au titre de l'année 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATILAC
- ALL EUGENE ROLLAND ZA CHAMPS ALBERT 79260 La Creche
- Code AIOT : 0007202809

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ATILAC, appartenant au groupe LAFOURCADE, est spécialisée en tôlerie industrielle. Les principales activités sont le traitement de surface (dégraissage de pièces) et le travail mécanique des métaux.

L'entreprise travaille en tant que sous-traitant dans la fabrication d'ensembles mécano-soudés et l'assemblage de pièces variées (rayonnement magasins, matériel agricole, matériel aéroportuaire...).

Les prescriptions applicables aux installations sont définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 4437 du 18 novembre 2005 complété par les prises d'acte préfectorale n° A5547 et A5548 du 16 janvier 2015, respectivement relatives au changement d'exploitant et à la mise à jour du tableau de classement du site.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, articles 31 et 35,	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 18/11/2005, article 5.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Classement des installations	AP Complémentaire du 16/01/2015, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Confinement des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 18/11/2025, article 5.7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/11/2005, article 6.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'opération coup de poing Produits chimiques organisée par la DREAL Nouvelle-Aquitaine durant la période du 23 février au 13 mars 2026.

Il ressort de cette dernière que l'exploitant doit améliorer la gestion de l'état des stocks de ses produits chimiques, la mise à disposition des fiches de données de sécurité auprès de ses salariés ainsi que la gestion du stockage, notamment de ses déchets.

L'exploitant a précisé que la société a été retenue par la CARSAT pour un programme d'amélioration sur la gestion du risque chimique. Les travaux d'amélioration vont reprendre suite au recrutement de la nouvelle responsable QSE du site arrivée récemment au sein de l'entreprise.

Des échanges complémentaires sont prévus entre l'exploitant et l'inspection afin de régulariser l'extension du site et la demande de bénéfice d'antériorité du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, articles 31 et 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le logiciel SYLOB (logiciel ERP utilisé par l'établissement) dans lequel sont répertoriés l'ensemble des fiches de données de sécurité. Actuellement, si un salarié souhaite consulter une fiche de données de sécurité, il doit en faire la demande auprès d'une personne ayant accès à l'application SYLOB. L'exploitant a précisé que le site dispose d'environ 700 fiches de données de sécurité et que la mise à disposition des FDS en format classeur serait complexe à mettre en œuvre, notamment pour en réaliser les mises à jour. À la demande de l'inspection, 3 fiches de données de sécurité ont été présentées de façon aléatoire : <ul style="list-style-type: none">• MA610L INT 610 RAL9010 SN87 – Interpon – 25 kg – Peinture en poudre à usage industriel uniquement – Version du 12 février 2025 ;• MOBIL DTE 10 EXCEL 46 – Impérial – Huile et base additifs – Version du 17 septembre 2019 – matière considérée comme non dangereuse ;• ARALDITE 2013-1 HARDENER – Huntsman – Durcisseur destiné exclusivement à l'usage industriel – Version du 6 octobre 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant s'assure de la mise à disposition des fiches de données de sécurité à l'ensemble de ses salariés. Un document (diffusable aux salariés) précise les conditions d'accès à ces fiches. Il est également tenu à la disposition de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés [...] dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rubriques 5 et 7, respectivement relatives aux mesures de lutte contre l'incendie et à la manipulation et au stockage, de la fiche de données de sécurité de la peinture poudre (référéncée dans la fiche de constat précédente) ont été analysées.</p> <p>Concernant la sécurité incendie, il est noté dans la FDS que le produit est nocif pour les organismes aquatiques avec des effets à long terme et que l'eau du réseau d'extinction incendie doit être conservée en milieu fermé et ne doit être déversée ni dans le milieu aquatique, ni aucun égout ou conduit d'évacuation. La situation sur le confinement des eaux d'extinction fait l'objet de la fiche de constat n° 6 ci-dessous.</p> <p>Il est également précisé que les pompiers devront porter un équipement de protection approprié ainsi qu'un appareil de protection respiratoire autonome avec masque intégral fonctionnement en mode pression passive.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté une opération de nettoyage manuel de reliquat de peinture poudre présent sur le sol de la cabine de peinture. Il est précisé sur la FDS qu'une poussière respirable dangereuse peut se former lors de l'utilisation et qu'il ne faut pas respirer cette poussière. L'installation est implantée pour limiter le rejet de poussière de poudre de peinture à l'extérieur de la cabine de peinture dans l'atelier. L'agent en charge du nettoyage est équipé d'un appareil respiratoire individuel avec un masque recouvrant intégralement le visage, d'une tenue complète ainsi que de gants. De plus, il a été constaté que le sol autour de la cabine de peinture était propre.</p> <p>En termes de stockage, l'ensemble des peintures poudres sont stockées dans leur récipient d'origine dans un local à l'abri de la lumière directe du soleil dans un endroit sec, frais et bien ventilé à l'écart de matériaux incompatibles (pas d'autres types de stockage constatés dans le local).</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant s'assure que son plan d'établissement répertorié précise les équipements de protection nécessaires pour les services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2005, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>La rétention doit être résistante au feu.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, munis d'un système de détection de fuite, conformes à l'arrêté du 22 juin 1998. En particulier, les réservoirs à simple enveloppe enterrés doivent être remplacés ou transformés conformément à l'article 5 de l'arrêté susvisé au plus tard le 31 décembre 2010.</p> <p>Les réservoirs à simple paroi enterrés et les canalisations associées doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité tel que défini aux titres III et IV de l'arrêté susvisé.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauge de niveau et , pour les stockages enterrés, de limiteur de remplissage.</p> <p>L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable à tout moment.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté dans le local maintenance, la présence de deux bidons de produits chimiques, stockés à l'horizontal avec robinet afin de faciliter le transvasement vers des récipients plus petits, ainsi que d'autres petits contenants de produits dans une armoire métallique qui ne fait pas office de rétention et n'est donc pas adaptée à ce type de stockage.</p> <p>À l'arrière du local maintenance, plusieurs fûts d'huiles de 200 litres sont présents sur des bacs de rétention adaptés en termes de volume, sauf un fût neuf présent directement sur le sol.</p> <p>Sous la chaîne de peinture à proximité du bac de dégraissage, il a été constaté un stockage sur un seul niveau de plusieurs bidons de 25 litres de 3 produits différents de la marque GARDOBOND sur un bac de rétention de 200 litres environ :</p> <ul style="list-style-type: none"> • GARDOBOND ADDITIVE H7461 - Produit acide permettant de modifier l'acidité des bains ; • GARDOBOND ADDITIVE H7423 - Propriétés dé moussantes du bain de dégraissage ; • GARDOBOND A4940 - Dégraissage phosphatation. <p>Ces 3 produits sont classés Nocif ou Irritant ainsi que Corrosif, le stockage de ces produits est compatible.</p> <p>Il est à noter que chaque produit dispose d'un affichage au-dessus du stockage comprenant les pictogrammes de dangers, les propriétés du produit, leur composition, les mentions de dangers ainsi qu'une information sur les conditions de dosage.</p> <p>Comme évoqué dans la fiche de constat précédente, les peintures poudres sont stockées dans un local dédié. Il a été constaté que, suite à une livraison, les allées de circulation sont encombrées et ne sont plus exploitables.</p> <p>À l'extérieur du bâtiment, il a été constaté la présence de plusieurs palettes de bidons usagés de 25 litres en attente de récupération par le prestataire. La majorité des bidons sont vides mais certains contiennent encore des produits chimiques en fond de bidons. Les palettes sont stockées directement sur le sol et pas à l'abri de l'humidité avec un risque de débordement sur le sol.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant modifie les conditions de stockage des produits chimiques de l'atelier de maintenance. Il s'assure que l'ensemble des produits chimiques sont stockés sur rétention adaptée.</p> <p>L'exploitant améliore les conditions de stockage de ses déchets de bidons usagés et notamment ceux contenant encore des produits chimiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le suivi logistique des produits chimiques réalisé avec le logiciel SYLOB qui comprend aussi bien les produits chimiques liquides que les peintures en poudre. Il n'a pas été en mesure de réaliser une extraction de l'état des stocks actualisé. L'exploitant précise qu'environ 95% des produits chimiques présents sur le site sont des poudres de peinture. L'exploitant utilise également des bombes d'aérosols pour la réalisation de retouches de peinture (notamment après enlèvement des crochets de suspension une fois les pièces peintes dans la cabine dédiée) ainsi que des huiles d'usinage. Le logiciel SEIRICH développé par l'INRS est actuellement en phase de tests.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet l'état des stocks à jour et précise ses modalités d'extraction. Pour mémoire, l'exploitant doit être en capacité de transmettre un état des stocks à jour notamment en cas de crise. Une répartition par rubrique de la nomenclature ICPE permet également de s'assurer du respect des seuils de classement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Classement des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2015, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations
Prescription contrôlée : [...] conformément à l'article R512-33 du code de l'environnement, je vous informe que je prends acte de la mise à jour du classement de vos installations qui est désormais le suivant :

Rubrique	Désignation des activités	Quantité	Régime
2565.2.a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique...) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs...) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, décapage, dégraissage, décapage de surface visés par la rubrique n° 2564 et nettoyage, dégraissage visé par la rubrique n° 2563. 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, de cyanures et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1 500 litres).	4500 litres	A
2565.4	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique...) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs...) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, décapage, dégraissage, décapage de surface visés par la rubrique n° 2564 et nettoyage, dégraissage visé par la rubrique n° 2563. 4. Vibro-abrasion, le volume des cuves de travail étant supérieur à 200 litres.	430 litres	DC
2560.B.2	Travail mécanique des métaux et alliages. Autres installations que celles visées a A, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieur à 150 kW mais inférieure ou égale à 1 000 kW.	798,346 kW	DC
2940.3.b	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit... sur support quelconque(métal, bois, plastiques, cuir, papier, textile...) 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques. Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 20 kg/j, mais inférieure ou égale à 200 kg/j.	140 kg/j	DC
1220.3	Emploi ou stockage d'oxygène. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à ou égale à 2 tonnes, mais inférieure à 200 tonnes.	6,720 t	D

Constats :

Extension du site

En mai 2015, l'exploitant a transmis à la préfecture un dossier relatif à son projet d'extension. Par courrier du 11 août 2015, une demande de compléments a été transmise à l'exploitant qui a répondu partiellement par courrier du 16 octobre 2015 avec une échéance fixée pour les points restants.

L'inspection n'ayant pas été en mesure d'assurer le suivi de ce dossier au moment de la transmission des compléments, l'instruction du dossier n'a pas été finalisée et les éléments complémentaires n'ont pas été transmis par l'exploitant.

Lors de la visite, l'exploitant et l'inspection ont pu échanger sur les compléments apportés et une visite des installations a permis de constater que l'extension a été construite conformément au dossier déposé par l'exploitant.

Bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 2565

Par décret n° 2019-292 du 9 avril 2019 modifiant la nomenclature des installations classées, les rubriques 2564 et 2565 de la nomenclature des installations classées ont été modifiées pour intégrer le régime de l'enregistrement.

Lors de la dernière visite d'inspection du 26 janvier 2022, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre un tableau de classement du site à jour avec la transmission de la demande de bénéfice des droits acquis.

Dans le courrier de réponse de l'exploitant daté du 9 juin 2022, l'exploitant se positionne sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature et a transmis l'analyse de conformité à l'arrêté ministériel applicable à cette rubrique

Activité de peinture

Dans son courrier du 9 juin 2022, l'exploitant précise que l'activité de peinture par poudre au titre de la sous-rubrique 2940-3 est désormais supérieure au seuil de l'enregistrement fixé à 200 kg/j avec une quantité de 201 kg/j.

Après échange avec l'exploitant, l'augmentation de la quantité de produits mise en œuvre pour son activité de peintures par poudres a été exceptionnelle uniquement sur les années 2021 et 2022 suite à une augmentation de la demande post-COVID : 201 kg/j en 2021, 220 kg/j en 2022, 165 kg/j en 2023, 145 kg/j en 2024 et 157 kg/j en 2025. Dans les prévisions d'activités, le seuil réglementaire de 200 kg/j pourrait être dépassé d'ici 4 ou 5 ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est invité à transmettre le classement actualisé du site et à préciser s'il souhaite conserver les règles de procédure du régime de l'autorisation (article L.181-1 et suivants du code de l'environnement) ou bénéficier des règles de procédure du régime de l'enregistrement (article L.512-46-1 et suivants du Code de l'environnement).

Concernant la rubrique 2940-3, il est invité à se positionner sur le régime de classement applicable à son installation : déclaration ou enregistrement. Si l'exploitant souhaite à court ou moyen terme augmenter la quantité de produits mise en œuvre au titre de cette rubrique au-dessus du seuil de 200 kg/j, il est invité à en informer l'inspection. Les procédures applicables diffèrent selon le choix de l'exploitant au regard du paragraphe précédent.

L'exploitant transmet une analyse de conformité aux arrêtés applicables à ses installations : arrêté préfectoral et arrêtés ministériels. Après analyse de l'ensemble des éléments, l'inspection proposera à Monsieur le Préfet un arrêté préfectoral permettant de régulariser l'extension réalisée et de valider la demande de bénéfice de l'antériorité.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Confinement des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2025, article 5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté la présence des deux bassins prévus dans le porter à connaissance déposé par l'exploitant en mai 2015 à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un bassin pour la rétention des eaux pluviales de toitures permettant de disposer d'un volume d'eau d'extinction incendie ainsi qu'un volume d'eau pour réutilisation partielle lors du montage des baignoires de dégraissage et de rinçage ; • un bassin d'infiltration alimenté par un trop plein au niveau du bassin de rétention ainsi que par les écoulements des eaux de voirie avec la présence de deux séparateurs hydrocarbures et deux vannes de fermeture permettant de confiner sur le site les eaux potentiellement polluées par un incendie ou par un déversement accidentel de produits chimiques. <p>Il a également été constaté à proximité de la vanne n° 2 à l'angle nord-est du site, l'absence de joint entre les bordures présentes au sol, permettant ainsi un libre écoulement des eaux d'extinction incendie vers le bassin d'infiltration. Les profils de pente entre le bâtiment et les bordures du site sont susceptibles de ne pas être suffisants pour confiner le volume d'eau d'extinction incendie et de créer un débordement des eaux d'extinction au-dessus des bordures.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'un exercice de sécurité incendie a été réalisé récemment sur le site et que la vanne n°1 est défectueuse. Une nouvelle vanne a été commandée.</p> <p>Le bassin de rétention des eaux pluviales dispose d'une canalisation permettant d'évacuer le trop-plein vers le bassin d'infiltration or il n'est pas équipé d'une vanne de sectionnement afin d'éviter le rejet éventuel d'eaux polluées par un sinistre recueillies dans le bassin de rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie la capacité de confinement des pollutions accidentelles du site.</p> <p>L'exploitant transmet les justificatifs de remplacement de la vanne défectueuse.</p> <p>L'exploitant met en place une vanne de sectionnement sur la canalisation du trop plein du bassin de rétention des eaux pluviales.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2005, article 6.2				
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques				
Prescription contrôlée :				
Identification des points de rejets :				
Points de rejet	Installation raccordée	Traitement avant rejet	Hauteur de la cheminée	Vitesse d'éjection
N° 1 et 2	Bain de dégraissage	Néant	10 m	5 m/s
Cabine 1	Peinture solvants	Néant	10 m	5 m/s
Cabine 2	Peintures poudre	Dépoussiéreur	10 m	5 m/s
Les points de rejets sont repérés sur un plan de l'établissement à jour.				
Constats :				
<p>L'exploitant a présenté à l'inspection les derniers résultats de mesures des points de rejet n° 1 et n°2 relatifs au bain de dégraissage qui ont été réalisés par la société APAVE le 5 décembre dernier et dont les résultats de mesures sont conformes aux dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Concernant le point de rejet « Cabine 1 », il a été précisé que le site ne réalise plus d'activité de peinture liquide, aussi ce point pourra utilement être supprimé des dispositions de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Enfin, concernant le point de rejet « Cabine 2 » relatif à l'installation de peinture poudre, aucune mesure n'a été réalisée. Conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation, ce point de rejet doit faire l'objet d'une analyse une fois tous les 3 ans sur le paramètre des poussières avec une valeur limite de 40 mg/Nm³.</p>				
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :				
<p>L'exploitant vérifie que le point de rejet relatif à l'activité de peinture liquide a bien été supprimé et qu'il n'est pas utilisé pour une autre activité.</p> <p>L'exploitant mandate un organisme compétent pour la réalisation des analyses du point de rejet « Cabine 2 » puis transmet les résultats de mesure à l'inspection accompagnés des mesures correctives le cas échéant.</p>				
Type de suites proposées : Avec suites				
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective				
Proposition de délais : 3 mois				